



Ambasáid na hÉireann
Embassy of Ireland



Fonds au Profit des Victimes
The Trust Fund for Victims



Communiqué de presse, Kampala, 22 février 2018

Pour célébrer le 20^e anniversaire du Statut de Rome, le Président de l'Assemblée des États Parties à la CPI, dix États parties et le Fonds au profit des victimes concluent une visite conjointe de suivi de programme en Ouganda



Photo : La délégation pose pour une photo de groupe lors de sa visite des services de santé d'Ayira, à Lira, dans le nord de l'Ouganda. Elle est composée du président de l'Assemblée des États parties, O-Gon Kwon, de représentants des gouvernements du Canada, du Chili, du Danemark, de la Finlande, de l'Irlande, de la Norvège, de l'Ouganda, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède, de représentants de l'Union européenne ainsi que de représentants du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, du bureau de la CPI à Kampala et du personnel du Fonds.

Du 19 au 23 février 2018, le Gouvernement irlandais et le Fonds au profit des victimes (« le Fonds ») de la Cour pénale internationale (« la CPI ») ont effectué conjointement une visite de suivi dans le nord de l'Ouganda.

Cette visite, à l'initiative du Gouvernement irlandais, avait pour objectif d'examiner la mise en œuvre des projets du Fonds dans le nord de l'Ouganda, de rencontrer les victimes survivantes et les communautés affectées ayant reçu le soutien du Fonds, et de constater l'impact positif de cette assistance sur ces dernières.

Kevin Kelly, l'Ambassadeur d'Irlande aux Pays-Bas, a déclaré : « En ce 20^e anniversaire du Statut de Rome, nous avons pu observer les résultats du système judiciaire international, que ce soit la condamnation des personnes ayant commis les

crimes les plus graves ou bien le travail du Fonds au profit des victimes, qui fournit aux survivants l'assistance et les ressources dont ils ont besoin pour se rétablir et reconstruire leur vie. »

Cette visite a permis aux délégués participants de mieux appréhender les dommages à long terme qui persistent dans le nord de l'Ouganda plus de 10 ans après le conflit de la LRA. De nombreuses victimes survivantes ont encore besoin d'aide. Les délégués se sont engagés à plaider pour une sensibilisation et un soutien international accrus afin de permettre au Fonds de poursuivre ses programmes dans le nord de l'Ouganda, en complément des efforts du gouvernement ougandais.

Rappelant l'engagement de l'Assemblée des États Parties envers les victimes et les communautés affectées, son Président, O-Gon Kwon, a appelé les États parties au Statut de Rome à renforcer leur aide aux victimes survivantes. « Les États parties doivent veiller à ce que les auteurs des crimes relevant de la compétence de la CPI soient traduits en justice, à garantir les droits et à répondre aux besoins des victimes survivantes. Au cours de mon mandat, je ferai tout mon possible pour promouvoir les travaux importants du Fonds en faveur des victimes et la nécessité d'un financement suffisant lui permettant de remplir son mandat. »

S'exprimant au nom de son gouvernement, Mirjam Blaak, l'Ambassadrice de l'Ouganda aux Pays-Bas, a remercié le Gouvernement irlandais et le Fonds pour cette mission conjointe. Elle a déclaré : « J'ai pu constater les progrès considérables effectués en matière d'assistance aux victimes grâce aux projets du Fonds. Le Gouvernement ougandais coopère de longue date avec la CPI et le Fonds, et a été le premier à saisir la CPI. Il s'engage à continuer à soutenir le Fonds afin d'aider un plus grand nombre de victimes, leurs familles et leurs partenaires locaux, et d'assurer un impact durable dans le pays. »

Mama Koité Doumbia, membre du Conseil de direction du Fonds, a déclaré : « Tout préjudice causé par les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide est important et doit être réparé. » Elle a ajouté : « Le Statut de Rome est principalement axé sur les droits et les besoins des victimes, y compris le droit d'obtenir réparation et de bénéficier d'une assistance. Ces efforts devraient être renforcés afin d'obtenir une justice réparatrice à long terme pour les victimes. »

Le président de l'Assemblée des États parties, des représentants des gouvernements de dix États parties, dont le Canada, le Chili, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, l'Ouganda, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, ainsi que des représentants de l'Union européenne ont participé à la visite.

Depuis 2008, le Fonds met en œuvre le programme d'assistance dans le nord de l'Ouganda et offre des services de réadaptation médicale et psychologique ainsi qu'un soutien aux moyens de subsistance dans 18 districts. Plus de 45 000 personnes ont bénéficié du programme directement et environ 200 000 personnes indirectement, à savoir des membres de la famille ou de la communauté.

Pour plus d'informations, prière de contacter Hugh McGowan par courriel à Hugh.McGowan@dfa.ie ou Moureen Lamonge à l'adresse trustfundforvictims@icc-cpi.int ou de consulter le site web du Fonds à l'adresse www.trustfundforvictims.org.